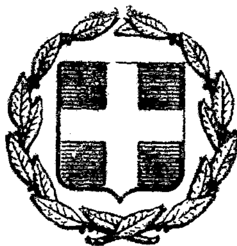


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 18 ΑΥΓΟΥΣΤΟΥ 1979

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
136

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Ἀριθ. Φ. 0546/2790 (1)

Περὶ ἐγκρίσεως τῆς Συμφωνίας ἀναγνωρίσεως μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Ἐπιτροπῆς συνεργασίας μὲ τὴν UNICEF καὶ τῆς UNICEF ἡ ὁποία ὑπεγράφη στὴν Ἀθήνα στὶς 1.6.1978/26.6.1978.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ ΚΑΙ
ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ

Ἔχοντας ὑπόψη τὶς διατάξεις:

1. Τοῦ ὑπ' ἀριθ. 687/1977 Νόμου (Φ.Ε.Κ. 252/1977 τ. Α') περὶ συστάσεως Ἑλληνικῆς Ἐπιτροπῆς συνεργασίας μὲ τὴν UNICEF.
2. Τῆς ὑπ' ἀριθ. πρωτ. Γ2α/8375/6382 ἀπὸ 22.11.1977 Ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν ὅπως τροποποιήθηκε καὶ συμπληρώθηκε μεταγενεστέρως μὲ τὶς ὑπ' ἀριθ. Γ2α/οἰκ./9070 ἀπὸ 12.12.1977 καὶ Γ2β/οἰκ./1387 ἀπὸ 16.2.1979 ἀποφάσεις τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν.
3. Τὸ περιεχόμενο τῆς ὑπὸ ἔγκριση Συμφωνίας, ἀποφασίζουμε:

Ἐγκρίνουμε ὡς ἔχει καὶ στὸ σύνολό της τὴ Συμφωνία Ἀναγνωρίσεως μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Ἐπιτροπῆς συνεργασίας μὲ τὴν UNICEF καὶ τῆς UNICEF ἡ ὁποία ὑπεγράφη στὴν Ἀθήνα στὶς 1.6.1978/26.6.1978 καὶ τῆς ὁποίας τὸ κείμενο στὸ πρωτότυπο στὴ Γαλλικὴ γλώσσα καὶ σὲ μετάφραση στὴν Ἑλληνικὴ ἔχει ὡς ἀκολούθως:

Ἀθῆναι, 14 Μαΐου 1979

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ
ΣΠΥΡΙΔΩΝ ΔΟΞΙΑΔΗΣ

Accord d' accréditation

Déclaration de principe

1. Un comité national pour l' UNICEF est un organisme gouvernemental ou privé créé pour engager et poursuivre dans un pays donné une action à l'appui de l'oeuvre du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF).

Les comités nationaux poursuivent pour l'essentiel les mêmes objectifs:

a) éveiller l'intérêt du public envers l' UNICEF et ses programmes, et s' assurer de son soutien;
b) plaider en faveur de l' enfance, en s' appuyant sur une activité éducative, et cela afin de faire admettre que l' action en faveur de l' enfance est un élément du développement économique et social;
c) diffuser des informations sur les activités dans le monde entier de l' UNICEF qui répondent aux besoins des enfants dans les pays en développement;
d) encourager le gouvernement à verser des contributions et, s'il y a lieu, organiser des appels de fonds auprès des particuliers,

2. Les membres du comité national doivent être largement représentatifs de la population et soutenir la cause de l' UNICEF.

3. L' organe directeur de l' UNICEF est, en vertu de la résolution adoptée par l' Assemblée générale, le Conseil d' administration, et le Directeur générale est chargé de l' administration de l' UNICEF. Les comités bénéficiant d' un statut de coopération auprès de l' UNICEF, ont le droit d' assister aux réunions du Conseil en qualité d' observateurs. Les représentants des comités peuvent présenter au Conseil des compte rendus sur des questions concernant leurs activités. Ils peuvent également, avec l' accord du Président, prendre la parole au Conseil.

4. Un comité national peut négocier un accord d' accréditation s' il répond aux critères suivants:

a) il se trouve dans un pays membre de l' Organisation des Nations Unies ou de l' une des institutions spécialisées des Nations Unies;
b) il se conforme à la législation nationale et le Gouvernement le reconnaît ou ne soulève aucune objection à son existence.

Termes de l' accord

Le Directeur général et le Président du Comité conviennent de ce qui suit:

5. Le Comité hellénique pour l' UNICEF est accrédité en tant que comité national et s'engage à mener ses

activités en harmonie avec la politique de l' UNICEF, telle qu' elle est définie par le Conseil d' administration et appliquée par le Directeur général. Le Comité s' engage à soumettre ses statuts et amendements au Directeur général.

6. L' UNICEF et le Comité conviennent qu'un échange d' informations complet et librement consenti est la clef de voûte d' une étroite collaboration.

a) L' UNICEF, pour sa part, se déclare prêt à:

i. fournir en temps utile toutes les données nécessaires sur ses programmes et ses réalisations les plus importants;

ii. préciser sa situation financière;

iii. expliquer sa politique;

iv. informer le Comité de l' état de ses relations avec le Gouvernement sur un plan national;

v. mettre à la disposition du Comité les informations et les lignes directrices qui lui permettront d' atteindre ses objectifs;

vi. faciliter, le cas échéant, des échanges de vue professionels ou techniques et une orientation ou formation du personnel du Comité.

b) Le Comité s' engage à faire un rapport sur ses activités et sur l' état de ses finances au moins une fois par an, l' UNICEF et le Comité ayant préalablement convenu de la forme de ce rapport.

7. Le Comité doit subvenir à ses besoins en recourant à l' une ou l' autre des sources de revenus suivantes:

a) des subventions du Gouvernement et/ou des dons de sources non gouvernementales;

b) un pourcentage convenu prélevé sur des fonds provenant de dons spontanés ou sollicités et de legs au bénéfice de l' UNICEF;

c) un pourcentage convenu prélevé sur les recettes de la vente de cartes de voeux et autres articles lorsque le Comité entreprendra de telles activités.

8. Le Comité et l' UNICEF conviennent que le Comité peut solliciter et recevoir des dons, legs et autres biens en faveur de l' UNICEF et en accuser réception. Le Comité peut également,sous réserve d' un accord séparé, agir en qualité de mandataire pour la commercialisation, la distribution et la vente de produits tels que les cartes de voeux et les calendriers mis à sa disposition par le Service des cartes de voeux de l' UNICEF. Sous réserve de l' aninéa 12 ci-après, l' UNICEF et le Comité conviennent de ne pas mettre en vente d' autres produits dans le pays, ni d' associer le nom de l' UNICEF ou du Comité national à d' autres articles, services ou mises en vente, à l' exception de ceux qui sont destinés à un but éducatif, sans une consultation préalable des deux parties.

9. Le Comité doit tenir à jour une comptabilité de toutes ses recettes et dépenses; elle doit être soumise chaque année à un commissaire aux comptes agréé et être présentée à l' UNICEF dans un délai de trente jours suivant la vérification des comptes. Cette vérification doit s' effectuer le plus tôt possible après la clôture de l' exercice financier. En outre, celui-ci fournit à l' UNICEF un exemplaire de ses projets de budget annuel et de ses prévisions de campagnes.

10. L' UNICEF et le Comité conviennent que tout programme de promotion dans le pays concerné, que l' initiative provienne de l' UNICEF ou du Comité, fera l' objet d' une consultation mutuelle régulière. Tout lancement d' une action de promotion nouvelle, d' une importance certaine et de portée nationale, faisant en particulier appel à des représentants de l' UNICEF ou à la participation de pays tiers, sera précedé d' une consultation suffisante.

Les appels de fonds auprès des particuliers peuvent représenter un élément important de l' activité du Comité. Les frais de gestion de ces campagnes doivent se situer dans des limites raisonnables, afin de démontrer au public que les sommes versées servent au maximum à faire progresser l' oeuvre de l' UNICEF.

11. L' UNICEF autorise le Comité à utiliser le sigle «UNICEF» comme partie intégrante de son nom. Dans l' intérêt commun, l' UNICEF et le Comité conviennent que ce dernier doit faire ressortir clairement, dans ses activités publiques et relations juridiques, la distinction qui existe entre son identité propre, c'est-à-dire une organisation nationale apportant son soutien aux objectifs de l' UNICEF, et celle de l' UNICEF, qui est une organisation inter-gouvernementale. Le Comité s' engage à utiliser son nom en entier dans toutes ses activités, notamment pour les déclarations publiques, les publications, le papier à en-tête, la correspondance, les actes authentiques, etc. Lorsque les intérêts de l' UNICEF sont menacés par un tiers, le Comité doit, sauf accord contraire, prendre les mesures nécessaires dans son pays pour protéger le nom de l' UNICEF et informer immédiatement le Directeur général des mesures prises. Aucune action en justice ne peut être intentée sans l' autorisation du Directeur général.

12. Le présent accord n' empêche en aucune manière le Comité de poursuivre des activités coutumières contre lesquelles le Directeur général n'a élevé d' objection.

13. Cet accort peut être amendé par consentement mutuel écrit ou résilié par l' une des parties contractantes avec un préavis de six mois. Si une situation particulière nécessite une intervention immédiate dans l'intérêt de l' UNICEF, le Directeur général peut suspendre l' accréditation d' un Comité après le lui avoir notifié. Dans les trois mois suivant la notification de suspension, le Comité peut entreprendre un recours pour restitution de l' accréditation devant une commission de révision spéciale désigneé par le Président du Conseil d' administration et composée d'au moins trois délégués du Conseil; il a, en outre, le droit de soumettre des propositions orales et/ou écrites à cette commission.

14. En cas d' expiration du présent accord d' accréditation, il est rendu compte de la totalité des fonds réunis pour l' UNICEF et le montant dû est transféré à l' UNICEF ainsi que tout matériel dont conviennent le Comité et l' UNICEF. En cas de dissolution du Comité, tout avoir ou bien du Comité subsistant après règlement, ou provision pour règlement, des frais de liquidation du Comité, dettes et masse passive, est également, sous réserve de la législation nationale, transféré à l' UNICEF.

15. L' UNICEF et le Comité définissent, dans un ou plusieurs accords complémentaires, les autres points d' entente, déterminant inter alia la part que retient le Comité et la part qui revient à l' UNICEF, sur les recettes provenant des appels de fonds, des contributions, des dons et des legs, ainsi que du produit de la vente de cartes de voeux et autres articles et fixent les dates de ces transferts.

Pour le Comité notional hellénique
pour l' UNICEF
MICHAIL PROTOPAPADAKIS
Président

Signé à Athènes Le 1 Juin 1978

Pour le Fonds des Nations
Unies pour l' Enfance
HENRY R. LABOUISSE
Directeur général

Signé à Le 26 Juin 1978

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΑΝΑΓΝΩΡΙΣΕΩΣ

Διακήρυξη Ἀρχῆς.

1. Μία Ἐθνική Ἐπιτροπή γιά τήν UNICEF εἶναι ἕνας κρατικός ἤ ἰδιωτικός ὀργανισμός συστημένος γιά νά ἀναλάβει καί ἀσκεῖ σέ μιά δεδομένη χώρα δραστηριότητα σέ ὑποστήριξη τοῦ ἔργου τοῦ Ταμείου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν γιά τό Παιδί (UNICEF).

Οἱ Ἐθνικές Ἐπιτροπές ἐπιδιώκουν βασικά τούς ἴδιους σκοπούς:

α) Νά προκαλοῦν τό ἐνδιαφέρον τοῦ κοινοῦ γιά τήν UNICEF καί τά προγράμματά της, καί νά ἐξασφαλίζουν τήν ὑποστήριξή του.

β) Νά παίρνουν τό μέρος τοῦ παιδιοῦ στηριζόμενες σέ ἐκπαιδευτική δραστηριότητα, καί τοῦτο, μέ σκοπό νά γίνη ἀποδεκτόν ὅτι ἡ δρασττριότητα ὑπέρ τοῦ παιδιοῦ ἀποτελεῖ στοιχεῖο τῆς οἰκονομικῆς καί κοινωνικῆς ἀναπτύξεως.

γ) Νά διοχετεύουν πληροφορίες γιά τίς δραστηριότητες σέ παγκόσμια κλίμακα τῆς UNICEF, πού ἀνταποκρίνονται στίς ἀνάγκες τῶν παιδιῶν στίς ἀναπτυσσόμενες χῶρες.

δ) Νά ἐνθαρρύνουν τήν κυβέρνησή τους νά καταβάλλουν εἰσφορές καί, ἐνδεχομένως, νά ὀργανώνουν ἐκκλήσεις διά συλλογή χρημάτων ἀπό ἰδιῶτες.

2. Τά μέλη τῶν ἐθνικῶν ἐπιτροπῶν ὀφείλουν νά εἶναι σέ μεγάλο βαθμό ἀντιπροσωπευτικά τοῦ πληθυσμοῦ, καί νά ὑποστηρίζουν τόν σκοπόν τῆς UNICEF.

3. Τό ὄργανο διοικήσεως τῆς UNICEF εἶναι, βάσει τῆς ληφθείσης ἀποφάσεως ὑπό τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, τό Διοικητικό Συμβούλιο. Ὁ Γενικός Διευθυντής εἶναι ἐπιφορτισμένος μέ τή διοίκηση δέ τῆς UNICEF.

Οἱ ἐπιτροπές πού ἀπολαμβάνουν τό καθεστώς συνεργασίας μέ τή UNICEF, δικαιοῦνται νά παρευρίσκονται στίς συνεδριάσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ὡς παρατηρητές. Οἱ ἐκπρόσωποι τῶν ἐπιτροπῶν μποροῦν νά ὑποβάλλουν στό Συμβούλιο ἀπολογισμό πάνω σέ θέματα ἀφορῶντα τίς δραστηριότητές τους. Μποροῦν ἐπίσης νά παίρνουν τό λόγο στό Συμβούλιο, μέ τήν ἔγκριση τοῦ Προέδρου του.

4. Μία ἐθνική ἐπιτροπή μπορεῖ νά διαπραγματευθεῖ συμφωνία ἀναγνωρίσεως, ἐφ' ὅσον πληροῖ τά ἑξῆς κριτήρια:

α) Βρίσκεται σέ χώρα μέλος τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἤ ἑνός τῶν εἰδικευμένων ὀργανισμῶν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

β) Συμμορφώνεται μέ τήν ἐθνική νομοθεσία καί ἡ Κυβέρνησή της τήν ἀναγνωρίζει ἤ δέν προβάλλει ἀντιρρήσεις στήν ὕπαρξή της.

Ὅροι τῆς Συμφωνίας.

Ὁ Γενικός Διευθυντής καί ὁ Πρόεδρος τῆς Ἐπιτροπῆς συμφωνοῦν τά ἑξῆς:

5. Ἡ Ἑλληνική Ἐπιτροπή γιά τήν UNICEF ἀναγνωρίζεται ὡς ἐθνική ἐπιτροπή, καί ἀναλαμβάνει τήν ὑποχρέωση νά ἀσκεῖ τή δραστηριότητά της σέ ἁρμονία μέ τήν πολιτική τῆς UNICEF, ὅπως τήν καθορίζει τό Διοικητικό Συμβούλιο καί τήν ἐφαρμόζει ὁ Γενικός Διευθυντής. Ἡ Ἐπιτροπή ἀναλαμβάνει τήν ὑποχρέωση νά ὑποβάλλει τά καταστατικά της καί τίς τροποποιήσεις τους στό Γενικό Διευθυντή.

6. Ἡ UNICEF καί ἡ Ἐπιτροπή συμφωνοῦν ὅτι μία πλήρης καί ἐλεύθερα ἀποδεκτή ἀνταλλαγή πληροφοριῶν ἀποτελεῖ τό βασικό καί ἀπαραίτητο στοιχεῖο μιᾶς στενῆς συνεργασίας.

α) Ἡ UNICEF ἀπό μέρους της δηλώνει ὅτι εἶναι ἕτοιμη:

I. Νά παρέχει στόν κατάλληλο εὔθετο χρόνο ὅλα τά ἀναγκαῖα στοιχεῖα γιά τά προγράμματά της καί τά πιό σημαντικά ἐπιτεύγματά της.

II. Νά διασαφηνίζει τήν δημοσιονομική της κατάσταση.

III. Νά ἐπεξηγεῖ τήν πολιτική της.

IV. Νά πληροφορεῖ τήν Ἐπιτροπή γιά τήν κατάσταση τῶν σχέσεών της ἐπί ἐθνικοῦ ἐπιπέδου μέ τήν κυβέρνηση τῆς Χώρας τῆς Ἐπιτροπῆς.

V. Νά θέτει στή διάθεση τῆς Ἐπιτροπῆς τίς πληροφορίες καί τίς κατευθυντήριες γραμμές πού θά τῆς ἐπιτρέπουν νά πετυχαίνει τούς σκοπούς της.

VI. Νά διευκολύνει ἐνδεχομένως τίς ἀνταλλαγές ἀπόψεων σέ ἐπαγγελματικά καί τεχνικά θέματα, ὅπως καί τόν προσανατολισμό ἤ τήν ἐκπαίδευση τοῦ προσωπικοῦ τῆς Ἐπιτροπῆς.

β) Ἡ Ἐπιτροπή ἀναλαμβάνει τήν ὑποχρέωση νά ὑποβάλλει ἔκθεση διά τίς δραστηριότητές της καί τήν κατάσταση τῶν οἰκονομικῶν της τουλάχιστον μιά φορά τό χρόνο. Ἡ Ἐπιτροπή καί ἡ UNICEF ἔχουν συμφωνήσει ἐκ τῶν προτέρων γιά τή μορφή αὐτῆς τῆς ἐκθέσεως.

7. Ἡ Ἐπιτροπή ὀφείλει νά ἀνταπεξέρχεται στίς ἀνάγκες της προσφεύγουσα σέ ὁποιαδήποτε ἀπό τίς παρακάτω πηγές ἐσόδων:

α) κρατικές ἐπιχορηγήσεις ἤ/καί δωρεές ἀπό μή κρατικές πηγές,

β) συμφωνημένο ἑκατοστιαῖο ποσοστό ἀφαιρούμενο ἀπό τά κεφάλαια πού προέρχονται ἀπό αὐθόρμητες ἤ μετά ἀπό ἔκκληση δωρεές, καί ἀπό κληροδοτήματα ὑπέρ τῆς UNICEF,

γ) συμφωνημένο ἑκατοστιαῖο ποσοστό ἀφαιρούμενο ἀπό τίς εἰσπράξεις πωλήσεων εὐχετηρίων καρτῶν καί ἄλλων εἰδῶν, ὅταν ἡ Ἐπιτροπή θά ἀναλαμβάνει τέτοιες δραστηριότητες.

8. Ἡ Ἐπιτροπή καί ἡ UNICEF συμφωνοῦν ὅτι ἡ Ἐπιτροπή μπορεῖ νά ἐπιδιώκει καί νά ἀποδέχεται δωρεές, κληροδοτήματα καί ἄλλα περιουσιακά στοιχεῖα ὑπέρ τῆς UNICEF, γνωστοποιώντας τήν λῆψιν τους. Ἡ Ἐπιτροπή μπορεῖ ἐπίσης, μέ τήν ἐπιφύλαξη ὅμως χωριστῆς συμφωνίας, νά ἐνεργεῖ ὡς πληρεξούσιος ἐντολοδόχος γιά τήν ἐμπορική ἐκμετάλλευση, τή διανομή καί τήν πώληση προϊόντων ὅπως εἶναι οἱ εὐχετήριες κάρτες καί τά ἡμερολόγια, πού θά θέτει, στή διάθεσή της ἡ Ὑπηρεσία Εὐχετηρίων Καρτῶν τῆς UNICEF. Μέ τήν ἐπιφύλαξη τοῦ ἐδαφίου 12 πού ἀκολουθεῖ, ἡ UNICEF καί ἡ Ἐπιτροπή συμφωνοῦν νά μή πωλοῦν ἄλλα προϊόντα στή χώρα, οὔτε νά συνδέουν τό ὄνομα τῆς UNICEF ἤ τῆς Ἐθνικῆς Ἐπιτροπῆς μέ ἄλλα εἴδη, ὑπηρεσίες ἤ πωλήσεις, ἐκτός ὅσων προορίζονται γιά σκοπούς ἐκπαιδευτικούς, χωρίς τήν προηγούμενη συνεννόηση τῶν δύο μερῶν.

9. Ἡ Ἐπιτροπή ὀφείλει νά τηρεῖ λογιστική κατάσταση γιά ὅλες τίς εἰσπράξεις της καί τίς δαπάνες της.

Ἡ κατάσταση θά πρέπει νά ὑποβάλλεται κάθε χρόνο σέ ἔλεγχο ἀπό ὁρκωτό λογιστή, καί νά τίθεται ὑπ' ὄψιν τῆς UNICEF μέσα σέ τριάντα μέρες ἀπό τόν ἔλεγχό της. Ὁ ἔλεγχος αὐτός πρέπει νά γίνεται τό ταχύτερο δυνατό μετά τή λήψη τῆς οἰκονομικῆς χρήσεως. Ἐπιπρόσθετα νά ὑποβάλλει στή UNICEF ἀντίγραφο τοῦ σχεδίου τοῦ ἐτησίου προϋπολογισμοῦ της ὅπως καί τῶν σχεδιαζομένων δραστηριοτήτων της.

10. Ἡ UNICEF καί ἡ Ἐπιτροπή συμφωνοῦν ὅτι κάθε πρόγραμμα προωθήσεως στήν ἐνδιαφερόμενη χώρα, ἀνεξάρτητα ἄν ἡ πρωτοβουλία εἶναι τῆς UNICEF ἤ τῆς Ἐπιτροπῆς, θά ἀποτελεῖ τό ἀντικείμενο τακτικῆς ἀμοιβαίας ἀνταλλαγῆς γνωμῶν καί ἀπόψεων. Κάθε ἔναρξη νέας δραστηριότητας προωθήσεως μιᾶς ἀνεγνωρισμένης σπουδαιότητας καί μέ ἐθνική ἀπήχηση, πού θά κάνει εἰδικά ἔκκληση στούς ἐκπροσώπους τῆς UNICEF ἤ στή συμμετοχή τρίτων κρατῶν, θά γίνεται ἀφοῦ προηγεῖται ἐπαρκής ἀνταλλαγή γνωμῶν καί ἀπόψεων.

Αἱ ἐκκλήσεις γιά συλλογή χρημάτων ἀπό ἰδιῶτες μποροῦν νά ἀποτελέσουν σημαντικό τμῆμα τῶν δραστηριοτήτων τῆς Ἐπιτροπῆς. Τά ἔξοδα διαχειρίσεως αὐτῶν τῶν προσπαθειῶν πρέπει νά περιλαμβάνωνται ἐντός λογικῶν ὁρίων, ὥστε νά ἀποδεικνύεται εἰς τό κοινό ὅτι τά διατιθέμενα ποσά ἐξυπηρετοῦν εἰς τό ἀνώτατον δυνατόν ὅριον τήν πρόοδον τοῦ ἔργου τῆς UNICEF.

11. Ἡ UNICEF ἐξουσιοδοτεῖ τήν Ἐπιτροπή νά χρησιμοποιεῖ τό σῆμα «UNICEF» ὡς ἀναπόσπαστο τμῆμα τῆς ἐπωνυμίας της. Πρός τό κοινόν συμφέρον, ἡ UNICEF καί

ή 'Επιτροπή συμφωνοῦν ὅτι ἡ 'Εθνική 'Επιτροπή θὰ πρέπει νὰ διασαφίζει ἐπαρκῶς, στὶς δημόσιες δραστηριότητες καὶ στὶς νομικὲς σχέσεις, τὴ διάκριση ποὺ ὑπάρχει ἀνάμεσα στὴν ἴδια της τὴν ταυτότητα, ἑνὸς δηλαδὴ ἐθνικοῦ ὀργανισμοῦ, ποὺ ὑποστηρίζει τοὺς σκοποὺς τῆς UNICEF, καὶ τῆς ταυτότητος τῆς UNICEF, ποὺ εἶναι διακρατικὸς ὀργανισμός. 'Η 'Επιτροπὴ ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωση νὰ χρησιμοποιεῖ ὁλόκληρη τὴν ἐπωνυμία της σὲ ὅλες τὶς δραστηριότητες, ἰδίως γιὰ τὶς δημόσιες ἀνακοινώσεις, τὶς δημοσιεύσεις, τὴν ἐπικεφαλίδα τοῦ χαρτιοῦ ἀλληλογραφίας, τὴν ἀλληλογραφία, τὰ μὲ νομικὸ κῦρος ἔγγραφα, κ.λπ. "Οποτε τρίτος ἀπειλεῖ τὰ συμφέροντα τῆς UNICEF, ἡ 'Επιτροπὴ ὀφείλει, ἐφ' ὅσον δὲν ἔχει γίνει ἀντίθετη συμφωνία, νὰ παίρνει ὅσα μέτρα εἶναι ἀναγκαῖα στὴ χώρα της γιὰ τὴν προστασία τοῦ ὀνόματος τῆς UNICEF, καὶ νὰ εἰδοποιεῖ πάραυτα τὸ Γενικὸ Διευθυντὴ γιὰ τὰ λαμβανόμενα μέτρα. Καμιὰ δικαστικὴ ἐνέργεια δὲ μπορεῖ νὰ ἐγερθεῖ χωρὶς τὴν ἐξουσιοδότηση τοῦ Γενικοῦ Διευθυντή.

12. 'Η παροῦσα συμφωνία δὲν ἐμποδίζει, μὲ κανένα τρόπο, τὴν 'Επιτροπὴ νὰ ἀσκεῖ τὴ συνήθη δραστηριότητά της γιὰ τὴν ὁποία ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς δὲν ἔχει ἐγείρει ἀντίρρηση.

13. 'Η Συμφωνία αὐτὴ μπορεῖ νὰ τροποποιηθεῖ μὲ τὴν κοινὴ καὶ ἔγγραφη συναίνεση, ἢ νὰ καταγγελθεῖ ἀπὸ τὸ ἕνα συμβαλλόμενο μέρος, μὲ ἑξάμηνη προειδοποίηση. 'Εὰν μία ἰδιαίτερη κατάσταση ἀπαιτεῖ ἄμεση παρέμβαση πρὸς τὸ συμφέρον τῆς UNICEF, ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς μπορεῖ νὰ ἀναστείλει τὴν ἀναγνώριση τῆς 'Επιτροπῆς, ἀφοῦ τῆς γνωστοποιήσει τὴν ἀναστολὴ αὐτή. Μέσα σὲ ἕνα τρίμηνο ἀπὸ τὴ γνωστοποίηση τῆς ἀναστολῆς, ἡ 'Επιτροπὴ μπορεῖ νὰ προσφύγει, γιὰ τὴν ἐπανάληψη τῆς ἀναγνωρίσεως της, σὲ μιὰ εἰδικὴ ἐπιτροπὴ ἀναθεωρήσεως, διοριζομένη ἀπὸ τὸν Πρόεδρο τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ ἀπαρτιζομένη ἀπὸ τρεῖς τουλάχιστον ἐντολοδόχους τοῦ Συμβουλίου. "Εχει, ἐξ ἄλλου, τὸ δικαίωμα νὰ ὑποβάλλει προφορικὲς ἤ/καὶ γραπτὲς προτάσεις στὴν ἐπιτροπὴ αὐτή.

14. Σὲ περίπτωση ἐκπνοῆς τῆς παρούσας συμφωνίας ἀναγνωρίσεως, ἀποδίδεται λογαριασμὸς γιὰ τὸ σύνολο τῶν κεφαλαίων ποὺ συγκεντρώθηκαν γιὰ τὴν UNICEF, καὶ τὸ ὀφειλόμενο ποσὸ μεταφέρεται στὴ UNICEF, ὅπως καὶ ὅλο τὸ ὑλικὸ ποὺ θὰ ἔχουν συμφωνήσει ἡ 'Επιτροπὴ καὶ ἡ UNICEF. Σὲ περίπτωση διαλύσεως τῆς 'Επιτροπῆς, κάθε ἀπαίτηση ἢ περιουσιακὸ στοιχεῖο τῆς 'Επιτροπῆς, ποὺ θὰ ἀπομείνει μετὰ τὸν κανονισμό, ἢ τὴν πρόβλεψη γιὰ κανονισμὸ τῶν ἐξόδων ἐκκαθαρίσεως τῆς 'Επιτροπῆς, τῶν χρεῶν καὶ τοῦ παθητικοῦ, μεταβιβάζεται καὶ αὐτὸ στὴν UNICEF, μὲ τὴν ἐπιφύλαξη τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας.

15. 'Η UNICEF καὶ ἡ 'Επιτροπὴ προσδιορίζουν, σὲ μία ἢ περισσότερες συμπληρωματικὲς συμφωνίες, τὰ λοιπὰ σημεῖα τῆς γενικῆς συμφωνίας των, προσδιορίζοντας, μεταξὺ ἄλλων, τὸ ποσοστὸ ποὺ παρακρατεῖ ἡ 'Επιτροπή, καὶ τὸ ποσοστὸ ποὺ περιέρχεται στὴν UNICEF, ἀπὸ τὶς εἰσπράξεις ποὺ προέρχονται ἀπὸ ἐκκλήσεις συλλογῶν χρημάτων, ἀπὸ συνεισφορές, ἀπὸ δωρεὲς καὶ κληροδοτήματα καθὼς καὶ ἀπὸ τὸ προϊὸν πωλήσεως εὐχετηρίων καρτῶν καὶ ἄλλων εἰδῶν, καὶ προβλέπουν τὸ χρόνο μεταβιβάσεως τῶν χρηματικῶν αὐτῶν ποσῶν.

Γιὰ τὴν 'Ελληνικὴ 'Εθνικὴ 'Επιτροπὴ
γιὰ τὴν UNICEF
(ὑπογραφή)
ΜΙΧΑΗΛ ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ
Πρόεδρος
'Αθήνα, 1η 'Ιουνίου 1978

Γιὰ τὸ Ταμεῖο τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν γιὰ τὸ Παιδὶ
(ὑπογραφή)
HENRY R. LABOUISSE
Γενικὸς Διευθυντὴς
26 'Ιουνίου 1978

'Αριθ. Φ. 0544/2875 (2)

Περὶ ἐγκρίσεως τοῦ εἰς Θεσσαλονίκην τὴν 21ην Μαΐου 1979 ὑπογραφέντος Πρωτοκόλλου τῆς Εἰκοστῆς Τακτικῆς Συνόδου τῆς Μονίμου Μικτῆς 'Ελληνογιουγκοσλαυϊκῆς Μεθοριακῆς 'Επιτροπῆς.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΚΑΙ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ

"Εχοντας ὑπόψη :

1. Τὸ ἄρθρον 4 τῆς εἰς Θεσσαλονίκην τὴν 17 Δεκεμβρίου 1958 ὑπογραφείσης Συμφωνίας, μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς 'Ελλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς 'Ομοσπόνδου Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας περὶ προστασίας, συντηρήσεως καὶ ἀνανεώσεως τῶν ὁροσήμων χερσαίων καὶ πλωτῶν ἐπὶ τῆς 'Ελληνογιουγκοσλαυϊκῆς Μεθορίου καὶ περὶ προλήψεως, παρεμποδίσεως, τρόπου ἐξετάσεως καὶ ἐπιλύσεως τῶν μεθοριακῶν ἐπεισοδίων κυρωθείσης δι' 'Υπουργικῆς 'Αποφάσεως, δημοσιευθείσης εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 117/1959 Φύλλον τῆς 'Εφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως τεῦχος Α'.

2. Τὸ περιεχόμενον τοῦ ὑπὸ ἔγκρισιν Πρωτοκόλλου, ἀποφασίζομεν :

'Εγκρίνομεν ὡς ἔχει καὶ εἰς τὸ σύνολόν του τὸ εἰς Θεσσαλονίκην τὴν 21ην Μαΐου 1979 ὑπογραφὲν Πρωτόκολλον τῆς Εἰκοστῆς Τακτικῆς Συνόδου τῆς Μονίμου Μικτῆς 'Ελληνογιουγκοσλαυϊκῆς Μεθοριακῆς 'Επιτροπῆς, συσταθείσης συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 4 τῆς ἀνωτέρω Συμφωνίας πρὸς ἐπίλυσιν ὅλων τῶν ζητημάτων τῶν ἀφορώντων εἰς τὴν προστασίαν, συντήρησιν καὶ ἀνανέωσιν τῶν ὁροσήμων, τὴν πρόληψιν, παρεμπόδισιν, ἐξέτασιν καὶ διευθέτησιν τῶν μεθοριακῶν ἐπεισοδίων, τοῦ ὁποίου τὸ κείμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν 'Ελληνικὴν γλῶσσαν ἔχει ὡς ἀκολούθως :

'Αθῆναι, 11 'Ιουλίου 1979.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ
ΕΥΑΓΓ. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Τῆς Εἰκοστῆς Τακτικῆς Συνόδου τῆς Μονίμου Μικτῆς 'Ελληνο-Γιουγκοσλαβικῆς Μεθοριακῆς 'Επιτροπῆς.

Κατὰ τὸν χρόνον ἀπὸ 15ης ἕως 21ης Μαΐου 1979 ἔλαβε χώραν ἐν Θεσσαλονίκῃ ἡ Εἰκοστὴ Τακτικὴ Σύνοδος τῆς Μονίμου Μικτῆς 'Ελληνο-Γιουγκοσλαβικῆς Μεθοριακῆς 'Επιτροπῆς, τῆς συσταθείσης δυνάμει τοῦ ἄρθρου 4 τῆς ἀπὸ 17ης Δεκεμβρίου 1958 Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς 'Ελλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς 'Ομοσπόνδου Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, περὶ προστασίας συντηρήσεως καὶ ἀνανεώσεως τῶν ὁροσήμων (Χερσαίων καὶ Πλωτῶν), ἐπὶ τῆς 'Ελληνο-Γιουγκοσλαβικῆς Μεθορίου καὶ περὶ προλήψεως, παρεμποδίσεως, τρόπου ἐξετάσεως καὶ ἐπιλύσεως τῶν Μεθοριακῶν 'Επεισοδίων.

Εἰς τὴν Σύνοδον ταύτην μετέσχον :

'Απὸ 'Ελληνικῆς πλευρᾶς :

Ταξίαρχος Πενθερουδάκης 'Επαμεινώνδας, ὡς Πρόεδρος.

Συνταγματάρχης Ξηρὸς 'Αριστείδης, ὡς 'Αναπληρωτὴς Προέδρου καὶ Μέλος.

'Αντισυνταγματάρχης Γκαμαλέτσος Λάμπρος, ὡς Μέλος καὶ Γραμματεύς.

'Αντισυνταγματάρχης 'Αλεξόπουλος 'Αναστάσιος, ὡς Μέλος.

Γενικ. Πρόξ. Σκοπίων Νικολαΐδης 'Αντώνιος, ὡς 'Εμπειρογνώμων.

Ταγματάρχης Σταματογιάννης Κων/νος, ὡς 'Εμπειρογνώμων.

Ταγματάρχης Μαυρομάτης 'Ιωάννης, ὡς Διερμηνεύς.

Ἀπὸ Γιουγκοσλαβικῆς πλευρᾶς :

ΚΟΣΤΑΝΩΒ ΚΙΡΙΛΟ, ὡς Πρόεδρος.
Συνταγματάρχης ΜΑΡΙΓΙΑΝΑΤΣ ΜΠΟΓΚΟΛΙΟΥΜΠ, ὡς Ἀναπληρωτὴς Προέδρου καὶ Μέλος.
Συνταγματάρχης ΜΙΛΑΝΤΙΝΟΒΣΚΙ ΜΙΛΑΝΤΙΝ, ὡς Μέλος.
ΜΙΤΕΒΣΚΥ ΑΓΓΕΛ, ὡς Μέλος.
Συνταγματάρχης δρ. Μηχανικὸς ΓΚΡΑΣΙΤΣ ΜΙΤΙΑ, ὡς Ἐμπειρογνώμων.
ΓΙΟΒΟΒΙΤΣ ΜΙΛΟΣΑΒ, ὡς Ἐμπειρογνώμων.
ΝΤΑΡΚΟΒΣΚΙ ΒΛΑΝΤΙΜΙΡ, ὡς Ἐμπειρογνώμων.
ΜΑΪΣΤΟΡΟΒΙΤΣ ΜΙΛΑΝ, ὡς Γραμματεύς.
ΠΑΟΥΝΟΒΣΚΙ ΜΠΟΣΚΟ, ὡς Διερμηνεύς.

Ἡ Μόνιμος Μικτὴ Μεθοριακὴ Ἐπιτροπὴ (περαιτέρω ἐν τῷ κειμένῳ ἀναφερομένη ἁπλῶς Ἐπιτροπὴ) καθώρισε διὰ τὴν παροῦσαν Σύνοδον τὴν κάτωθι :

ΗΜΕΡΗΣΙΑΝ ΔΙΑΤΑΞΙΝ

1. Ἀμοιβαία ἐνημέρωσις τῶν Ἀντιπροσωπειῶν περὶ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμφωνίας καὶ τῶν ἀποφάσεων τῶν Ἀντιπροσωπειῶν τῆς XIX Τακτικῆς Συνόδου.

2. Γεωδαιτικαὶ μετρήσεις ἐπὶ τῶν Ἑλληνο-Γιουγκοσλαβικῶν συνόρων διὰ τὸν Γεωδαιτικὸν προσδιορισμὸν τῶν μεθοριακῶν ὁροσήμων καὶ τὴν ἐκπόνησιν νέων μεθοριακῶν ἀποδεικτικῶν στοιχείων (ντοκουμέντων) :

α) Ἐξέτασις καὶ ἐπικύρωσις τῶν πρωτοκόλλων τῶν συναντήσεων τῶν Μικτῶν Τεχνικῶν Ὁμάδων.

β) Λῆψις ἀποφάσεων ἐν σχέσει μὲ τὰς ἐργασίας αἱ ὁποῖαι θὰ λάβουν χώραν διὰ τὸν γεωδαιτικὸν προσδιορισμὸν τῆς Ἑλληνο-Γιουγκοσλαβικῆς Μεθορίου.

3. Ἐξέτασις τῶν Μεθοριακῶν Ἐπεισοδίων, τὰ ὁποῖα ἔλαβον χώραν κατὰ τὴν περίοδον ἀπὸ 1ης Μαΐου 1978 ἕως 30ης Ἀπριλίου 1979.

4. Ἐξέτασις τοῦ ἔργου τῶν Μικτῶν Ἐπιτροπῶν Μεθοριακῶν Τομέων κατὰ τὴν περίοδον ἀπὸ 1ης Μαΐου 1978 ἕως 30ης Ἀπριλίου 1979.

5. Ἐξέτασις καὶ λῆψις ἀποφάσεων ἐπὶ τῶν ὑπολειπομένων ἐργασιῶν τῶν προκυπτουσῶν ἐκ τῶν Πρωτοκόλλων τῆς XVIII Τακτικῆς Συνόδου, ἤτοι :

α) Ἀρίθμησις δύο (2) βοηθητικῶν Πυραμίδων μεταξὺ τῶν Πυραμίδων 52/IV-53.

β) Ἐκκαθάρισις τῆς Μεθοριακῆς Ζώνης καὶ πύκνωσις τῶν Μεθοριακῶν Ὁροσήμων, μεταξὺ τῶν Πυραμίδων 24/IV καὶ 24/VII.

γ) Τοποθέτησις τοῦ πλωτοῦ Τριεθνοῦς Μεθοριακοῦ Ὁροσήμου εἰς λίμνην τῆς Μεγάλης Πρέσπας.

δ) Καταστροφὴ Πολυβολείων ἐγγὺς τῶν Μεθοριακῶν Πυραμίδων 61/Α, 69, 83 καὶ 85 τὰ ὁποῖα ἔχουν ἀνεγερθῆ ἀπὸ ἐχθρικὰς δυνάμεις ἀπὸ τὴν περίοδον τοῦ Α' Παγκοσμίου Πολέμου.

6. Ἐξέτασις καὶ λῆψις ἀποφάσεως περὶ τῆς ἀνὰ μῆνα, ἀντὶ δίμηνον, ἀντικαταστάσεως τοῦ συσσωρευτοῦ (μπαταρίας) τοῦ φωτιστικοῦ φάρου παρὰ τὴν ὑπ' ἀριθ. 177 Μεθοριακὴν Πυραμίδα (Μάρκοβα Νόγκα) κατὰ τὴν χειμερινὴν περίοδον ἀπὸ 1ης Νοεμβρίου μέχρι 31ης Μαρτίου.

7. Ἐξέτασις τῆς λειτουργικότητος τῆς Συμφωνίας.

8. Ἐξέτασις καὶ λῆψις ἀποφάσεως περὶ τοῦ καθορισμοῦ ἢ μή, ὡς Μεθοριακοῦ Ἐπεισοδίου, τῆς διελεύσεως τῆς Μεθορίου ὑπὸ ἀτόμων διανοητικῶς ἀναπήρων (οὐχὶ ἐκ προθέσεως).

9. Καθορισμὸς τοῦ τόπου καὶ ἡμερομηνίας συγκλήσεως τῆς ἑπομένης Συνόδου τῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω θεμάτων τῆς ἡμερησίας διατάξεως ἡ Ἐπιτροπὴ διεπίστωσε καὶ ἀπεφάσισε τὰ κάτωθι :

ΕΠΙ ΤΟΥ ΠΡΩΤΟΥ ΘΕΜΑΤΟΣ ΤΗΣ ΗΜΕΡΗΣΙΑΣ ΔΙΑΤΑΞΕΩΣ

Οἱ Πρόεδροι ἀμφοτέρων τῶν Ἀντιπροσωπειῶν ἐνημερώθησαν πλήρως καὶ ἀμοιβαίως περὶ τῶν ληφθέντων μέτρων κατὰ τὴν περίοδον μεταξὺ τῶν δύο Συνόδων, ἐπὶ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμφωνίας καὶ τῶν ληφθεισῶν ἀποφάσεων κατὰ τὴν XIX Τακτικὴν Σύνοδον, πρὸ τὸν σκοπὸν τῆς προλήψεως, παρεμποδίσεως καὶ ἀποτελεσματικῆς ἐπιλύσεως τῶν Μεθοριακῶν Ἐπεισοδίων καὶ τῆς περαιτέρω βελτιώσεως τῆς καταστάσεως ἐπὶ τῆς Μεθορίου.

Ἀμφότεραι αἱ πλευραὶ διεπίστωσαν ὅτι τὰ ληφθέντα μέτρα συνέβαλον ἐπὶ τῆς ἐν γένει καταστάσεως ἐπὶ τῆς Μεθορίου ὥστε νὰ εἶναι αὕτη λίαν καλή.

Ἡ Γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ ἐγνωστοποίησεν ὅτι διὰ μέσου τῶν ἁρμοδίων ὀργάνων ἐξεπλήρωσε τὴν καταβολὴν τῶν 8.000 δραχμῶν, ὡς ἀποζημίωσιν προκληθείσης ζημίας εἰς τὸν Τομέα 1 διὰ τῆς εἰσόδου κτηνῶν ἐκ τοῦ Γιουγκοσλαβικοῦ εἰς τὸ Ἑλληνικὸν ἔδαφος.

Ἐπὶ τῇ βάσει τῆς γενομένης ἐνημερώσεως ἡ Ἐπιτροπὴ διεπίστωσεν ὅτι ὅλαι αἱ ἀποφάσεις τῆς XIX Συνόδου ἔχουν ἐφαρμοσθῆ.

ΕΠΙ ΤΟΥ ΔΕΥΤΕΡΟΥ ΘΕΜΑΤΟΣ ΤΗΣ ΗΜΕΡΗΣΙΑΣ ΔΙΑΤΑΞΕΩΣ

1. Ἡ Ἐπιτροπὴ ἐξήτασε καὶ ἐπεκύρωσε τὰ Πρωτόκολλα τῶν συναντήσεων τῆς Μικτῆς Τεχνικῆς Ὁμάδος, τὰ ὁποῖα συνετάγησαν ἐν Σκοπίοις τὴν 19ην Νοεμβρίου 1978 καὶ ἐν Θεσσαλονίκῃ τὴν 12ην Μαρτίου 1979, ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ἀποφάσεων τοῦ δευτέρου θέματος τοῦ Πρωτοκόλλου τῆς Ἡμερησίας Διατάξεως τῆς XIX Τακτικῆς Συνόλου τῆς Ἐπιτροπῆς.

Τὰ ἀνωτέρω Πρωτόκολλα τῆς Μικτῆς Τεχνικῆς Ὁμάδος ἀποτελοῦν τὰ ὑπ' ἀριθ. «Α» καὶ «Β» Παραρτήματα τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

Σχετικῶς μὲ τὰ θέματα τὰ ὁποῖα δὲν ἐπελύθησαν κατὰ τὰς συναντήσεις τῆς Μικτῆς Τεχνικῆς Ὁμάδος ἡ Ἐπιτροπὴ ἀπεφάσισεν :

α) Ἐπὶ τῆς ἀεροφωτογραφήσεως :

(1) Κατὰ τὴν λῆψιν τῶν ἀεροφωτογραφιῶν ἐπὶ τοῦ ἀεροσκάφους θὰ ὑπάρχουν παρατηρηταὶ ἀμφοτέρων τῶν μερῶν.

(2) Κατὰ τὰς πτήσεις πρὸς λῆψιν τῶν ἀεροφωτογραφιῶν, ἐντὸς τοῦ ἀεροσκάφους θὰ ὑπάρχῃ μόνον μία φωτομηχανὴ λήψεως, οἱ παρατηρηταὶ δὲ ἀμφοτέρων τῶν μερῶν θὰ ἐλέγχουν τοῦτο πρὸ ἑκάστης πτήσεως.

(3) Μετὰ τὴν ἀεροφωτογράφησιν καὶ τὴν προσγείωσιν τοῦ ἀεροσκάφους, οἱ ἀντιπρόσωποι ἀμφοτέρων τῶν πλευρῶν ἀμέσως θὰ παραλαμβάνουν τὰ φίλμς καὶ θὰ τὰ μεταφέρουν εἰς ἐμφανιστήριον εἰς Σκόπια καὶ εἰς Θεσσαλονίκην πρὸς ἐπεξεργασίαν.

(4) Μετὰ τὴν ἐμφάνισιν τῶν φίλμς αἱ δύο πλευραὶ θὰ προβοῦν εἰς τὴν ἀπόσβεσιν διὰ καλύψεως δι' εἰδικῆς μελάνης, τῆς ἐκτὸς τῆς πρὸς χαρτογράφησιν ζώνης περιοχῆς τῶν φίλμς, θὰ ἀφήνουν δὲ ἐντὸς τῆς πρὸς ἀπόσβεσιν ζώνης μικρᾶς κυκλικὰς περιοχὰς διαμέτρου 3 ἑκατοστῶν ἀπαραιτήτους διὰ τὸν προσδιορισμὸν τῶν σημείων προσαρμογῆς τῶν ἀεροφωτογραφιῶν.

β) Τὸ σημεῖον ἐπὶ τοῦ ὁποίου θὰ ἐκτελεσθοῦν ἀστρονομικαὶ παρατηρήσεις, ἐπὶ τοῦ Δυτικοῦ Τμήματος τῶν συνόρων, θὰ εἶναι τὸ ὕψωμα «ΨΑΘΑΔΕΣ» τὸ ὁποῖον εὑρίσκεται ἐπὶ τοῦ Ἑλληνικοῦ ἐδάφους.

2. Ἡ Ἐπιτροπὴ ἔχουσα ὑπ' ὄψιν της τὴν πρότασιν τῆς Μικτῆς Τεχνικῆς Ὁμάδος (παράγραφος 2Α (7) τοῦ Πρωτοκόλλου τῆς 19ης Νοεμβρίου 1978 ἐν Σκοπίοις), ὡς καὶ τὸν ὄγκον τῶν ἐργασιῶν, αἱ ὁποῖαι πρέπει νὰ ἐκτελεσθοῦν διὰ τὸν καθορισμὸν τῶν σημείων τῆς γεωγραφικῆς ὁδεύσεως 7ης τάξεως, τοῦ βασικοῦ γεωδαιτικοῦ δικτύου ἐπὶ σημείων κατὰ μῆκος τῆς Μεθορίου γραμμῆς, συγκροτεῖ Μικτὴν Τεχνικὴν Ὁμάδα διὰ τὴν ὁποίαν ἑκάστη πλευρὰ θὰ καθορίσῃ :

Ἕναν εἰδικὸν Γεωδαίτην
Ἕνα Διερμηνέα καὶ
Τὸν ἀναγκαῖον ἀριθμὸν στρατιωτῶν μετὰ τῶν ἀπαραιτήτων ὀχημάτων καὶ μέσων.

Ἡ Μικτὴ Τεχνικὴ Ὁμὰς θὰ πραγματοποιήσῃ τὴν πρώτην της συνάντησιν τὴν 7ην Αὐγούστου 1979 καὶ ὥραν Ἑλλάδος 10.00 (08.00 ὥρα Γιουγκοσλαβίας) εἰς τὴν ὑπ' ἀρ. 177 Μεθοριακὴν Πυραμίδα, ἀπὸ ὅπου καὶ θὰ ἀρχίσῃ τὰς ἐργασίας της. Αἱ ἐργασίαι θὰ περατωθοῦν τὸ δυνατὸν ἐντὸς μηνός, ὁπότε καὶ θὰ συνταχθῇ ὑπὸ τῆς Μικτῆς Τεχνικῆς Ἐπιτροπῆς Πρωτόκολλον ἐπὶ τῆς ἐργασίας της, τὸ ὁποῖον θὰ θέσῃ ὑπ' ὄψιν τῆς Ἐπιτροπῆς πρὸς ἐπικύρωσιν κατὰ τὴν XXI Τακτικὴν αὐτῆς Σύνοδον.

3. Ἡ Μικτὴ Τεχνικὴ Ὁμάς, θὰ προβῇ εἰς τὴν σύνταξιν σχεδίου Τεχνικῶν Ὁδηγιῶν, περὶ τῆς ἐκτελέσεως τοῦ γεωδαιτικοῦ προσδιορισμοῦ καὶ περὶ τῆς συντάξεως νέων ἀποδεικτικῶν στοιχείων, περὶ τῆς Μεθορίου ὅπως ἀναφέρεται εἰς τὰ Πρωτόκολλα τῆς Μικτῆς Τεχνικῆς Ὁμάδος. Τὰ ἀνωτέρω σχέδια ὁδηγιῶν θὰ ὑποβληθοῦν εἰς τὴν XXI Τακτικὴν Σύνοδον τῆς Ἐπιτροπῆς πρὸς ἐπικύρωσιν.

Πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν ἡ Γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ θὰ προετοιμάσῃ τὸ μέρος τῶν ὁδηγιῶν, ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐγκατάστασιν καὶ τὸν καθορισμὸν τοῦ βασικοῦ γεωδαιτικοῦ δικτύου, ἡ δὲ Ἑλληνικὴ πλευρὰ τὸ μέρος τῶν ὁδηγιῶν περὶ τῆς ἐπεξεργασίας τῶν γεωδαιτικῶν στοιχείων μετρήσεως εἰς τὸ ἐν λόγῳ δίκτυον. Τὸ μέρος τῶν ὁδηγιῶν περὶ τῆς προπαρασκευῆς καὶ τοῦ γεωδαιτικοῦ προσδιορισμοῦ τῶν σημείων ΙΙΙης τάξεως καὶ τῶν λοιπῶν σημείων τῆς Μεθοριακῆς γραμμῆς θὰ προετοιμάσῃ ἡ Γιουγκοσλαβικὴ πλευρά, ἐνῷ τὸ μέρος τῶν ὁδηγιῶν περὶ τῆς ἀεροφωτογραφήσεως, φωτογραμμετρικῆς ἀποδόσεως καὶ φωτοερμηνείας θὰ προετοιμάσῃ ἡ Ἑλληνικὴ πλευρά. Τὸ μέρος τῶν ὁδηγιῶν περὶ τῆς χαρτογραφήσεως καὶ τῆς ἐπεξεργασίας τῶν λοιπῶν ἀποδεικτικῶν στοιχείων περὶ τῆς μεθορίου θὰ προετοιμάσῃ ἡ Γιουγκοσλαβικὴ πλευρά.

Τὰ κείμενα τῶν σχεδίων τῶν Τεχνικῶν ὁδηγιῶν θὰ περατώσῃ ἑκάστη πλευρὰ μέχρι τῆς 15ης Ἰανουαρίου 1980 καὶ θὰ ἐπιδώσῃ ταῦτα εἰς τὴν ἑτέραν πλευράν. Πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ὁριστικῆς συντάξεως τῶν Ὁδηγιῶν, ἡ Μικτὴ Τεχνικὴ Ὁμάς, ἀποτελουμένη ἐκ δύο (2) εἰδικῶν Γεωδαιτῶν καὶ ἑνὸς (1) Διερμηνέως θὰ συνέλθῃ εἰς δύο συναντήσεις.

Ἡ πρώτη συνάντησις θὰ λάβῃ χώραν ἀπὸ τῆς 5ης μέχρι τῆς 9ης Φεβρουαρίου 1980 εἰς Σκόπια, ἡ δὲ δευτέρα ἀπὸ τῆς 15ης μέχρι τῆς 19ης Ἀπριλίου 1980 εἰς Θεσσαλονίκην.

4. Αἱ ἐργασίαι τοποθετήσεως καὶ προσδιορισμοῦ τοῦ βασικοῦ γεωδαιτικοῦ δικτύου θὰ ἀρχίσουν τὰ μέσα Ἰουνίου 1980 καὶ θὰ περατωθοῦν μέχρι τῆς 30ης Ὀκτωβρίου 1980. Τὰς ἐργασίας θὰ ἐκτελέσουν τρεῖς (3) Μικταὶ Τεχνικαὶ Ὁμάδες, ἐξ ὧν ἡ μία (1) θὰ ἐκτελέσῃ τὰς ἀστρονομικὰς παρατηρήσεις, αἱ δὲ ἕτεραι δύο (2) θὰ ἐκτελέσουν τὰς μετρήσεις ἐπὶ τῶν γεωγραφικῶν ὁδεύσεων Ιης καὶ ΙΙας τάξεως.

Εἰς τὰς Τεχνικὰς Ὁμάδας, αἱ ὁποῖαι θὰ ἐργάζωνται ἐπὶ τῶν γεωγραφικῶν ὁδεύσεων, ἑκάστη πλευρὰ θὰ ὁρίσῃ ἀνὰ ἕνα (1) εἰδικὸν Γεωδαίτην, ἕνα (1) Διερμηνέα καὶ δέκα (10) στρατιώτας.

Εἰς τὴν Τεχνικὴν Ὁμάδα δι' ἀστρονομικὰς παρατηρήσεις ἑκάστη πλευρὰ θὰ ὁρίσῃ ἕνα (1) εἰδικὸν /Τεχνικόν, ἕνα (1) βοηθὸν (ἀναλόγως τῶν ἀναγκῶν), ἕνα (1) διερμηνέα καὶ ἀπὸ ἑπτὰ (7) στρατιώτας.

Ἑκάστη πλευρὰ θὰ ἐξασφαλίσῃ τὰ ἀπαραίτητα ὄργανα, ὀχήματα καὶ λοιπὰ ὑλικὰ καὶ μέσα διὰ τὴν ἐπιτυχῆ ἐκτέλεσιν τῶν ἐπὶ τῆς Μεθορίου ἐργασιῶν.

5. Αἱ ἐργασίαι τῆς προετοιμασίας καὶ τοῦ γεωδαιτικοῦ προσδιορισμοῦ τῆς ὁροθετικῆς γραμμῆς δι' ὁροσήμων ΙΙΙης τάξεως ὁδεύσεως καὶ λοιπῶν Μεθοριακῶν σημείων θὰ ἀρχίσουν κατὰ τὸ ἔτος 1981.

6. Ὁ γεωδαιτικὸς προσδιορισμὸς τῆς ὁροθετικῆς γραμμῆς θὰ ἐκτελεσθῇ ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ἰσχυόντων ἀποδεικτικῶν στοιχείων περὶ τῆς Μεθορίου.

7. Τὸ χρονοδιάγραμμα σχεδιάσεως τῶν ἐργασιῶν δι' ἕκαστον ἑπόμενον ἔτος, θὰ καθορίζῃ ἡ Ἐπιτροπὴ κατὰ τὴν ἑκάστοτε Τακτικὴν Σύνοδόν της.

ΕΠΙ ΤΟΥ ΤΡΙΤΟΥ ΘΕΜΑΤΟΝ ΤΗΣ ΗΜΕΡΗΣΙΑΣ ΔΙΑΤΑΞΕΩΣ

1. Ἐπὶ τῇ βάσει τῆς γενομένης ἀναλύσεως τῶν Μεθοριακῶν Ἐπεισοδίων, τὰ ὁποῖα ἔλαβον χώραν κατὰ τὴν ἐξεταζομένην περίοδον, ἡ Ἐπιτροπὴ διεπίστωσεν ὅτι :

α) Τὸ σύνολον σχεδὸν τῶν Μεθοριακῶν Ἐπεισοδίων ἐγένοντο ἐκ μέρους ἰδιωτῶν καὶ εἶναι ἐλαφρᾶς μορφῆς καὶ ἄνευ συνεπειῶν.

β) Ὁ ἀριθμὸς τῶν Μεθοριακῶν Ἐπεισοδίων, ἐν συγκρίσει μὲ τὸν τοιοῦτον τῆς προηγουμένης περιόδου, ἐσημείωσε μικρὰν ἄνοδον, ὀφειλομένην κυρίως εἰς μικροπαραλείψεις τῶν ἀνωτέρω ἰδιωτῶν (ποιμένων, κυνηγῶν, ἁλιέων κλπ.).

γ) Κατὰ τὴν περίοδον ταύτην ἐγένοντο δύο (2) παραβιάσεις τοῦ ἐναερίου χώρου, μία ἐκ μέρους τῆς Ἑλληνικῆς πλευρᾶς καὶ μία ἐκ μέρους τῆς Γιουγκοσλαβικῆς τοιαύτης. Αἱ δύο πλευραὶ θεωροῦν ὅτι αἱ ὡς ἄνω παραβιάσεις δὲν ἦσαν ἐσκεμμέναι.

δ) Ἅπαντα τὰ Ἐπεισόδια, τὰ ὁποῖα ἔλαβον χώραν κατὰ τὴν περίοδον ταύτην, ἐπελύθησαν ἐπιτυχῶς καὶ ἐντὸς τοῦ πνεύματος τῆς Συμφωνίας καὶ τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης.

2. Ἀμφότεραι αἱ Ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν ὅπως καταβάλλουν ἔτι μεγαλυτέρας προσπαθείας πρὸς τὸν σκοπὸν προλήψεως καὶ μειώσεως τοῦ ἀριθμοῦ τῶν Μεθοριακῶν Ἐπεισοδίων.

ΕΠΙ ΤΟΥ ΤΕΤΑΡΤΟΥ ΘΕΜΑΤΟΣ ΤΗΣ ΗΜΕΡΗΣΙΑΣ ΔΙΑΤΑΞΕΩΣ

1. Ἡ Ἐπιτροπὴ ἐξήτασε τὸ ἔργον τῶν Μικτῶν Ἐπιτροπῶν Μεθοριακῶν Τομέων μεταξὺ τῶν δύο (2) Συνόδων καὶ διεπίστωσεν ὅτι :

α) Αἱ Μικταὶ Ἐπιτροπαὶ Μεθοριακῶν Τομέων εἰργάσθησαν ἐπιτυχῶς ἐπὶ τῷ σκοπῷ προλήψεως, παρεμποδίσεως καὶ ἐπιλύσεως τῶν Μεθοριακῶν Ἐπεισοδίων ἐν πνεύματι ἀμοιβαίας κατανοήσεως καὶ ἐμπιστοσύνης.

β) Αἱ Μικταὶ Ἐπιτροπαὶ Μεθοριακῶν Τομέων κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ ἔργου των, ἐφήρμοσαν τὰς διατάξεις τῆς Συμφωνίας, τοὺς κανόνας καὶ τὰς ἀποφάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς, ἐγνωστοποίησαν ἐγκαίρως καὶ ἐπέλυσαν ἐπιτυχῶς τὸ σύνολον σχεδὸν τῶν Μεθοριακῶν Ἐπεισοδίων, γεγονὸς τὸ ὁποῖον συνέβαλεν εἰς τὴν βελτίωσιν τῆς καταστάσεως τῆς Μεθορίου.

2. Πρὸς τὸν σκοπὸν δημιουργίας ἔτι καλλιτέρας καταστάσεως ἐπὶ τῆς Μεθορίου καὶ πλέον ἐπιτυχοῦς ἔργου εἰς τὴν πρόληψιν καὶ παρεμπόδισιν Μεθοριακῶν Ἐπεισοδίων, τυγχάνει ἀναγκαῖον ὅπως αἱ Μικταὶ Ἐπιτροπαὶ Μεθοριακῶν Τομέων :

α) Ἐντείνουν ἔτι περαιτέρω τὰς προσπαθείας των καὶ συνεχίσουν τὴν μέχρι τοῦδε θετικὴν πρακτικὴν (μέθοδον ἐργασίας) ἐπὶ τῆς ἐνημερωτικῆς προληπτικῆς δραστηριότητός των μεταξὺ τοῦ παραμεθορίου πληθυσμοῦ, ἰδιαιτέρως εἰς ἐκεῖνα τὰ μέρη τῆς Μεθορίου, ὅπου ἡ παρουσία ἰδιωτῶν εἰς τὴν Μεθοριακὴν Ζώνην εἶναι πυκνοτέρα, (πρῶτος Τομεύς), ὡς ἐπίσης καὶ μεταξὺ τῶν Στρατιωτικῶν καὶ ὑπηρεσιακῶν ὀργάνων, τὰ ὁποῖα ἐλέγχουν τὴν Μεθόριον ἢ ἐργάζονται εἰς αὐτήν.

β) Παρακολουθοῦν τακτικῶς καὶ ἀναλύουν τὴν κατάστασιν εἰς τὸν Τομέα των, ἐνημερώνονται δὲ ἀμοιβαίως περὶ αὐτῆς.

γ) Τηροῦν καὶ εἰς τὸ μέλλον, κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ ἔργου των τὴν Συμφωνίαν, τοὺς κανόνας καὶ τὰς ἀποφάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς.

3. Εἰς τὴν συνάντησιν τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ IV Τομέως, ἡ ὁποία ἔλαβε χώραν τὴν 30ην Μαρτίου 1979, διεπιστώθη ὅτι εἰς τὴν λίμνην τῆς Μεγάλης Πρέσπας ἀπεσπάσθησαν τρία (3) Πλωτὰ Μεθοριακὰ σημεῖα (ὑπ' ἀριθ. 177/VII, 177/XV καὶ 177/XVI).

Ἡ Ἐπιτροπὴ ἀπεφάσισεν ὅπως τὰ ἀποσπασθέντα Πλωτὰ Μεθοριακὰ Ὁρόσημα ἐπανατοποθετηθοῦν εἰς τὰς θέσεις των.

Αἱ ἐργασίαι αὗται θὰ ἐκτελεσθοῦν τὸν Αὔγουστον 1979 κατὰ τὴν ἐργασίαν τῆς Μικτῆς Τεχνικῆς Ὁμάδος πρὸς ἀναγνώρισιν τῆς Μεθορίου γραμμῆς, ὡς ἀπεφασίσθη διὰ τοῦ δευτέρου θέματος τῆς Ἡμερησίας Διατάξεως τῆς παρούσης Συνόδου τῆς Ἐπιτροπῆς.

ΕΠΙ ΤΟΥ ΠΕΜΠΤΟΥ ΘΕΜΑΤΟΣ ΤΗΣ ΗΜΕΡΗΣΙΑΣ ΔΙΑΤΑΞΕΩΣ

1. Βάσει τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς, τῶν περιλαμβανομένων εἰς τὸ 4ον θέμα τῆς Ἡμερησίας Διατάξεως τοῦ Πρωτοκόλλου τῆς XVIII τακτικῆς Συνόδου, αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι ἐξήτασαν κατὰ τὴν παροῦσαν Σύνοδον τὰ θέματα :

α) Ἀρίθμησις τῶν δύο (2) βοηθητικῶν Μεθοριακῶν Πυραμίδων, αἱ ὁποῖαι εὑρίσκονται μεταξὺ τῶν Μεθοριακῶν Πυραμίδων 52/IV–53.

β) Ἐκκαθάρισις τῆς Μεθοριακῆς Ζώνης καὶ πύκνωσις τῶν Μεθοριακῶν Ὁροσήμων, μεταξὺ τῶν Πυραμίδων 24/IV καὶ 24/VII.

γ) Τοποθέτησις τοῦ Πλωτοῦ Τριεθνοῦς Μεθοριακοῦ Ὁροσήμου εἰς τὴν λίμνην τῆς Μεγάλης Πρέσπας.

δ) Καταστροφὴ Πολυβολείων, τὰ ὁποῖα εὑρίσκονται ἐγγὺς τῶν Μεθοριακῶν Πυραμίδων 61/Α, 69, 83 καὶ 85.

2. Ἡ Ἐπιτροπὴ ἀπεφάσισεν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω τὰ κάτωθι :

α) Ἐπὶ τῶν ἐν παραγρ. 1α καὶ 1β θεμάτων, αἱ ἀπαιτούμεναι ἐργασίαι θὰ ἐκτελεσθοῦν, ὅταν θὰ λάβῃ χώραν ὁ γεωδαιτικὸς προσδιορισμὸς ἐπὶ τῆς Ἑλληνο-Γιουγκοσλαβικῆς Μεθορίου.

β) Ἐπὶ τοῦ ἐν παραγρ. 1γ θέματος, ἡ Γιουγκοσλαβικὴ Ἀντιπροσωπεία κατὰ τὴν ἔννοιαν τῶν ἀποφάσεων τοῦ Τετάρτου Θέματος τῆς Ἡμερησίας Διατάξεως τοῦ Πρωτοκόλλου τῆς Δεκάτης Ὀγδόης Τακτικῆς Συνόδου (XVIII), ἐζήτησε ἐκ νέου ἀπὸ τὴν Ἀλβανικὴν πλευρὰν τὴν σύμφωνον γνώμην αὐτῆς διὰ τὴν τοποθέτησιν τοῦ Τριεθνοῦς Πλωτοῦ Ὁροσήμου, εἰς τὴν λίμνην τῆς Μεγάλης Πρέσπας.

Ἡ Ἀλβανικὴ πλευρὰ ἐπεφυλάχθη νὰ ἀπαντήσῃ ἐπὶ τοῦ θέματος τούτου ἀργότερον.

Κατόπιν τούτου, ἡ Ἐπιτροπὴ διεπίστωσεν ὅτι δὲν ἐδημιουργήθησαν εἰσέτι αἱ ἀναγκαῖαι προϋποθέσεις διὰ τὴν τοποθέτησιν τοῦ Τριεθνοῦς Πλωτοῦ Ὁροσήμου εἰς τὴν λίμνην τῆς Μεγάλης Πρέσπας καὶ ἀπεφάσισεν ὅπως τὸ θέμα τοῦτο ἐξετάσῃ ἐκ νέου μετὰ τὴν λῆψιν τῆς συμφώνου γνώμης ἐκ μέρους τῆς Ἀλβανικῆς πλευρᾶς.

γ) Ἐπὶ τοῦ ἐν παραγρ. 1δ θέματος καὶ αἱ δύο (2) Ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν ὅπως ἡ καταστροφὴ τῶν ἀνωτέρω Πολυβολείων ἐνεργηθῇ τὸν Αὔγουστον τοῦ 1979. Δι' αὐτὸν τὸν σκοπὸν ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ θὰ συγκροτήσῃ Τεχνικὴν ὁμάδα ἡ ὁποία θὰ ἐκτελέσῃ τὴν ἀνωτέρω ἀποστολήν, παρουσίᾳ ἐμπειρογνωμόνων τῶν δύο (2) πλευρῶν καὶ ἀντιπροσώπων τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς Μεθοριακοῦ Τομέως. Οἱ ἐμπειρογνώμονες τῶν δύο (2) πλευρῶν ὑποχρεοῦνται, μετὰ τὴν καταστροφὴν τῶν Πολυβολείων, νὰ ἐπανατοποθετήσουν τὰ καταστραφέντα Ὁρόσημα εἰς τὴν κανονικήν των θέσιν. Οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς Μεθοριακοῦ Τομέως δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν θὰ καθορίσουν τὴν ἀκριβῆ ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως τῶν ἐργασιῶν.

ΕΠΙ ΤΟΥ ΕΚΤΟΥ ΘΕΜΑΤΟΣ ΤΗΣ ΗΜΕΡΗΣΙΑΣ ΔΙΑΤΑΞΕΩΣ

Πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς συνεχοῦς λειτουργίας τοῦ φωτεινοῦ σήματος τοῦ παροχθίου Μεθοριακοῦ στύλου, ὁ ὁποῖος εὑρίσκεται ἐγγὺς τῆς Μεθοριακῆς Πυραμίδος 177 (Μάρκοβα Νόγκα), ἡ Ἐπιτροπὴ ἀπεφάσισεν ὅπως ἡ ἀντικατάστασις τοῦ συσσωρευτοῦ του κατὰ τὴν χειμερινὴν περίοδον, ἀπὸ 1ης Νοεμβρίου μέχρι τῆς 31ης Μαρτίου, γίνεται ἀνὰ μῆνα ἀντὶ ἀνὰ δίμηνον.

ΕΠΙ ΤΟΥ ΕΒΔΟΜΟΥ ΘΕΜΑΤΟΣ ΤΗΣ ΗΜΕΡΗΣΙΑΣ ΔΙΑΤΑΞΕΩΣ

Ἡ Ἐπιτροπὴ ἐξήτασε τὸ θέμα τῆς λειτουργικότητος τῆς Συμφωνίας τῆς συναφθείσης τὴν 17ην Δεκεμβρίου 1958 «Μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας περὶ προστασίας, συντηρήσεως καὶ ἀνανεώσεως τῶν ὁροσήμων (χερσαίων καὶ πλωτῶν) ἐπὶ τῶν Ἑλληνο-Γιουγκοσλαβικῶν συνόρων περὶ προλήψεως, παρεμποδίσεως, τρόπου ἐξετάσεως καὶ διευθετήσεως τῶν Μεθοριακῶν Ἐπεισοδίων», τοῦ τεθέντος ὑπὸ τῆς Γιουγκοσλαβικῆς Ἀντιπροσωπείας. Ἐπ' αὐτοῦ αἱ Ἀντιπροσωπεῖαι δὲν εἶχον τὴν αὐτὴν ἄποψιν καὶ ἔλαβον τὰς κάτωθι μεμονωμένας θέσεις :

Θέσις Γιουγκοσλαβικῆς Ἀντιπροσωπείας.

Ἐν τῇ Συμφωνίᾳ δὲν συμπεριλαμβάνονται ἔνια σημαντικὰ θέματα ἐκ τοῦ Τομέως σημάνσεως καὶ συντηρήσεως τῶν Μεθοριακῶν Ὁροσήμων καὶ τῆς ὁρίου γραμμῆς :

Δὲν προβλέπεται δυνατότης συμπληρωματικῆς σημάνσεως μεμονωμένων τμημάτων τῆς Μεθορίου.

Δὲν καθορίζεται ἡ διαδικασία διὰ τῶν ὑφισταμένων μεθοριακῶν ἀποδεικτικῶν στοιχείων, οὔτε παρέχεται ἡ δυνατότης συντάξεως νέων ἀποδεικτικῶν στοιχείων περὶ τῆς Μεθορίου.

Δὲν καθορίζεται τὸ χρονικὸν διάστημα, κατὰ τὸ ὁποῖον ὑποχρεωτικῶς ἐκτελεῖται πλήρης ἀνανέωσις τῆς Ἑλληνο-Γιουγκοσλαβικῆς Μεθορίου.

Αἱ δύο πλευραὶ δὲν ἐπιβαρύνονται ἰσομερῶς σχετικῶς μὲ τὴν συντήρησιν τῶν Μεθοριακῶν Ὁροσήμων καὶ τῆς ὁροθετικῆς γραμμῆς. Ἡ Γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ ὑποχρεοῦται ὅπως συντηρῇ μεθοριακὸν τμῆμα, μακρύτερον κατὰ 40 περίπου χιλιόμετρα, ἀπὸ τὸ μεθοριακὸν τμῆμα, τὸ ὁποῖον πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον κατενεμήθη εἰς τὴν Ἑλληνικὴν πλευράν.

Ἐκτὸς τούτου, τὸ τμῆμα τὸ ὁποῖον συντηρεῖ ἡ Γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ περιλαμβάνει ὑψηλήν, ὀρεινὴν καὶ δυσκόλως προσεγγιζομένην περιοχήν, ἀπρόσιτον διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐργασιῶν ἐπὶ τῆς Μεθορίου.

Δὲν ἐρρυθμίσθη τὸ καθεστὼς κατασκευῆς ἐγκαταστάσεων ἐγγὺς τῆς Μεθορίου.

Δὲν μνημονεύονται αἱ συμβάσεις καὶ συμφωνίαι ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ὁποίων ἐξετελέσθη ἡ ὁριοθέτησις μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν.

Κατὰ συνέπειαν λόγῳ μὴ ρυθμίσεως τῶν προαναφερθέντων καὶ ἐνίων ἑτέρων θεμάτων, ἡ Ἐπιτροπὴ μέχρι τοῦδε ἦτο ἠναγκασμένη ὅπως εἰς τὴν πραγματικότητα διευρύνῃ τὰς ἁρμοδιότητάς της ἐκτὸς τῶν πλαισίων τῆς Συμφωνίας. Οὕτω κατὰ τὸ ἄρθρον 2 τῆς Συμφωνίας, αἱ συμβαλλόμεναι πλευραὶ ἐπεκύρωσαν τὴν συμφωνίαν των σημάνσεως τῆς ὁρίου γραμμῆς διὰ 1375 Μεθοριακῶν Ὁροσήμων ἐπὶ τοῦ Χερσαίου τμήματος, ἐνῷ σήμερον ἐπὶ τῆς Μεθορίου εὑρίσκονται σχεδὸν τὸ διπλάσιον τῶν Μεθοριακῶν Ὁροσήμων.

Λόγῳ τῶν ἀτελειῶν, τῶν μὴ λεπτομερῶν καὶ τῶν πεπαλαιωμένων μεθόδων, ποὺ ἐφηρμόσθησαν εἰς τὸν καθορισμὸν καὶ τὴν σήμανσιν τῆς Ἑλληνο-Γιουγκοσλαβικῆς Μεθορίου κατὰ τὰ ἔτη 1928-1938, ἡ Ἐπιτροπὴ τοῦ ἔτους 1978 ἀπεφάσισεν ὅπως σημάνῃ τὰ κρατικὰ σύνορα διὰ γεωδαιτικῆς μεθόδου καὶ συντάξῃ πλήρη νέα ἀποδεικτικὰ στοιχεῖα περὶ τῆς Μεθορίου.

Αὕτη ἀποτελεῖ λίαν σύνθετον καὶ μεγάλην ἐργασίαν, ἡ ὁποία δύναται νὰ μᾶς δημιουργήσῃ θέματα, ἐφ' ὅσον δὲν ἐπιλυθοῦν καθ' ἱκανοποιητικὸν τρόπον ἔνια θέματα.

Ἐν σχέσει μὲ τὰ ἐκτεθέντα, ἡ Γιουγκοσλαβικὴ Ἀντιπροσωπεία φρονεῖ ὅτι τὰ ἀνωτέρω θέματα πρέπει νὰ ρυθμισθοῦν διὰ Συμφωνίας καὶ προτείνει ὅπως πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον κινηθῇ ἡ ἀνάλογος διαδικασία.

Θέσις Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας.

Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία διεφώνησεν ἐπὶ τῆς ὑποβληθείσης Γιουγκοσλαβικῆς προτάσεως. Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία φρονεῖ ὅτι διὰ τῆς ὑπαρχούσης Ἑλληνο-Γιουγκοσλαβικῆς Μεθοριακῆς Συμφωνίας τοῦ 1958, παρέχεται ἡ δυνατότης καὶ ἡ εὐχέρεια πλήρους ἐπιλύσεως ἢ ρυθμίσεως τῶν ἑκάστοτε ἀναφυομένων προβλημάτων. Ἡ

Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ἐπεσήμανεν ὅτι πέραν τῶν ἄλλων διατάξεων, τὸ ἄρθρον 5 εἰδικώτερον, παρέχει εἰς τὴν Συμφωνίαν τὴν εὐχέρειαν νὰ ἀντιμετωπίζῃ ἀποτελεσματικῶς, ὡς ἀπέδειξε καὶ ἡ μέχρι τοῦδε 20ετὴς πρακτική, ἁπάσας τὰς περιπτώσεις. Ἀπεναντίας φρονεῖ ὅτι τυχὸν λεπτομερὴς ἀπαρίθμησις ἐργασιῶν, μεθόδων, διαδικασιῶν κλπ., θὰ καταστήσῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμφωνίας δύσκαμπτον.

ΕΠΙ ΤΟΥ ΟΓΔΟΟΥ ΘΕΜΑΤΟΣ ΤΗΣ ΗΜΕΡΗΣΙΑΣ ΔΙΑΤΑΞΕΩΣ

Ἡ Ἐπιτροπὴ συνεφώνησεν ὅπως πᾶσα διέλευσις τῆς Μεθορίου ὑπὸ ἀτόμων διανοητικῶς ἀναπήρων, θεωρῆται Μεθοριακὸν ἐπεισόδιον, ὡς καθορίζεται εἰς τὸ ἄρθρον 3 παράγραφος 3 τῆς συμφωνίας. Ἡ ἐπιστροφὴ τούτων θὰ ἐνεργῆται μέσῳ τῶν Μικτῶν Ἐπιτροπῶν Μεθοριακῶν Τομέων διὰ Πρωτοκόλλου, ὅπως προβλέπεται εἰς τὴν διαδικασίαν ἐργασίας τούτων.

ΕΠΙ ΤΟΥ ΕΝΑΤΟΥ ΘΕΜΑΤΟΣ ΤΗΣ ΗΜΕΡΗΣΙΑΣ ΔΙΑΤΑΞΕΩΣ

Ἡ Ἐπιτροπὴ ἀπεφάσισεν ὅπως ἡ XXI Τακτικὴ Σύνοδος λάβῃ χώραν ἐν Σκοπίοις τὸ δεύτερον δεκαήμερον τοῦ μηνὸς Μαΐου 1980. Τὴν ἀκριβῆ ἡμερομηνίαν τῆς Συνόδου καὶ τὴν διάρκειαν ταύτης, θὰ προτείνῃ ὁ Πρόεδρος τῆς Γιουγκοσλαβικῆς Ἀντιπροσωπείας.

Ἀμφότεραι αἱ Ἀντιπροσωπεῖαι διαπιστώνουν ὅτι ἡ Σύνοδος τῆς Ἐπιτροπῆς ἐπραγματοποιήθη εἰς ἀτμόσφαιραν φιλίας καὶ ἐν πνεύματι πλήρους καὶ ἀμοιβαίας κατανοήσεως.

Ἑκάστη πλευρὰ θέλει ὑποβάλει τὸ παρὸν Πρωτόκολλον εἰς τὴν Κυβέρνησίν της. Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον συνετάγη εἰς δύο πρωτότυπα ἀντίτυπα εἰς τὴν Ἑλληνικὴν καὶ Σερβοκροατικὴν γλῶσσαν. Τὰ κείμενα ἀμφοτέρων τῶν γλωσσῶν ἔχουν τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Συνετάγη ἐν Θεσσαλονίκῃ τὴν 21ην Μαΐου 1979.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας παρὰ τῇ μονίμῳ μικτῇ Μεθοριακῇ Ἐπιτροπῇ	Ὁ Πρόεδρος τῆς Γιουγκοσλαβικῆς Ἀντιπροσωπείας παρὰ τῇ μονίμῳ Μικτῇ Μεθοριακῇ Ἐπιτροπῇ
ΠΕΝΘΕΡΟΥΔΑΚΗΣ ΕΠΑΜ. Ταξίαρχος	ΚΩΣΤΑΝΩΒ ΚΙΡΙΛΟ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ